

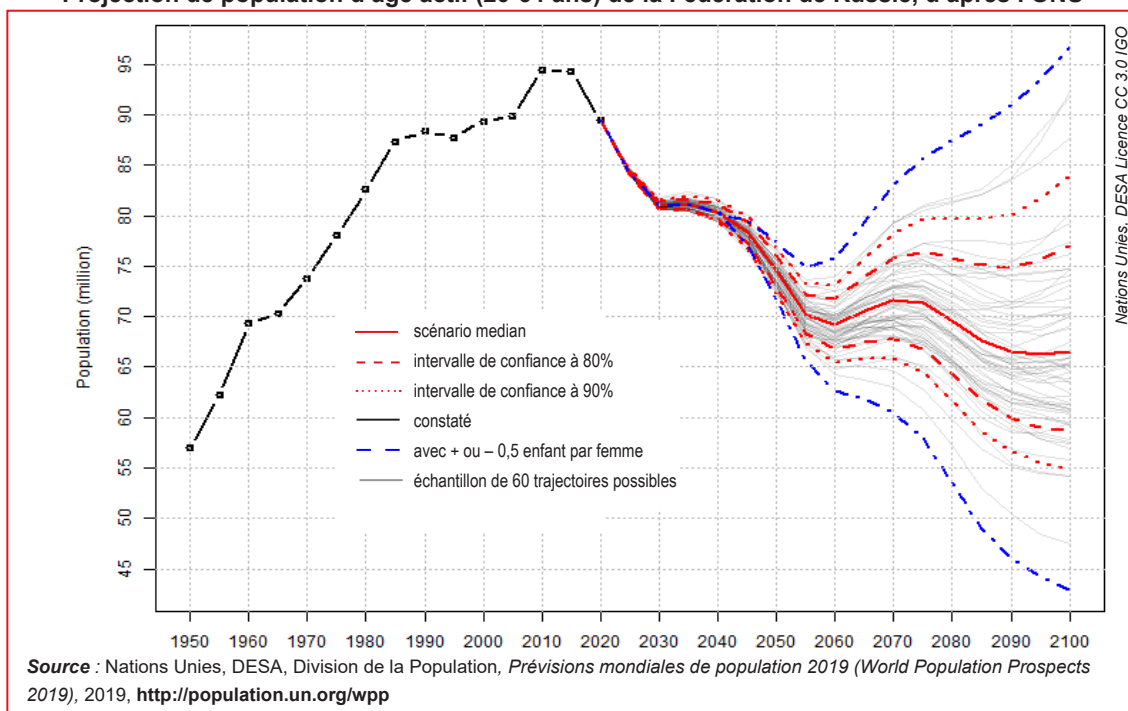
Les migrations dans l'espace eurasien : mobilités de main-d'œuvre et stratégies géopolitiques par Cécile Lefèvre

Trente ans après 1989, les recompositions de l'espace postsoviétique ne sont pas seulement politiques et économiques, mais également sociales et démographiques. L'observation des grandes tendances migratoires qui ont affecté la région témoigne de ce qu'elles restent fortement déterminées et polarisées par la situation qui prévaut en Russie, par les choix de politique migratoire du Kremlin et par les relations que ce dernier a nouées avec ses voisins de l'espace postsoviétique. Si l'on veut évaluer la réalité des mobilités en Eurasie aujourd'hui, il convient d'accorder de surcroît une attention particulière à la nouvelle logique induite par les routes de la soie et aux projets de la Chine et des pays d'Asie centrale.

Octobre 2018, une nouvelle politique migratoire russe

Selon les dernières projections des Nations unies (juillet 2019), la population de la Russie passerait de 146 millions en 2020 à 136 millions en 2050, avec des hypothèses qui varient entre 131 et 143 millions. La baisse devrait être particulièrement sensible pour la partie de la population d'âge actif, les 20-64 ans. On en compte environ 90 millions en 2020, ils seront 10 millions de moins dans dix ans, et leur nombre diminuera encore jusque dans les années 2050-2060 si rien ne change (Figure 2). Cette diminution de la population en âge de travailler va entraîner des tensions croissantes sur le marché de l'emploi en Russie à moyen terme, en particulier dans les régions déjà peu densément peuplées de Sibérie et d'Extrême-Orient.

Figure 2
Projection de population d'âge actif (20-64 ans) de la Fédération de Russie, d'après l'ONU



Confrontée à cette décroissance et à l'insuffisance de la population active dans certains secteurs d'activité, la Russie a dû définir une politique de migration, en particulier de migration de travail, qui a connu plusieurs inflexions¹. Depuis le discours de Vladimir Poutine du 17 mars 2005, l'immigration économique est officiellement une orientation prioritaire². Différentes lois ont traduit cette ouverture, mais dans le même temps elles ont introduit des politiques restrictives de quotas par secteur d'activité, instauré des « patentes » (achat de permis de travail de courte durée), ainsi que des tests de langue et de culture russe. De plus, entre la législation et la réalité quotidienne vécue par les migrants, l'écart est grand : l'indécence de certaines conditions de travail et de logement de travailleurs migrants illégaux, de nombreux actes racistes et xénophobes envers les ressortissants de pays du Sud sont régulièrement dénoncés³.

L'adoption, le 31 octobre 2018, d'une nouvelle « Conception de la politique migratoire de la Russie » est une inflexion qui pourrait être majeure. Ce décret remplace la Conception de 2012 dont de nombreux points n'ont jamais été mis en œuvre⁴. Préparé par le ministère des Affaires intérieures (le Service fédéral des migrations a été dissous en 2016), il affirme la nécessité d'attirer à long terme des migrants de quatre grandes catégories : les « compatriotes », les personnes souhaitant s'établir dans les zones peu densément peuplées (en particulier l'Extrême-Orient), les étudiants et les spécialistes qualifiés. Il énonce aussi des règles plus restrictives d'enregistrement des migrants temporaires (à un lieu de résidence factuelle et non auprès d'un employeur).

L'attention portée aux « compatriotes » n'est pas nouvelle : un « Programme gouvernemental d'installation volontaire des compatriotes résidant à l'étranger » a été mis en place en 2006. Le terme « compatriote » reste en partie flou : il s'agissait en 2006 d'une « personne éduquée dans les traditions de la culture russe, maîtrisant le russe et ne souhaitant pas perdre ses liens avec la Russie », et dans la loi de 2010 de personnes « et de leurs descendants, vivant à l'extérieur de la Russie, qui, par leurs origines, appartiennent aux peuples vivant historiquement sur le territoire de la Russie et qui ont choisi d'entretenir des liens spirituels, culturels et juridiques avec la Fédération de Russie ». La loi de 2018 continue d'encourager leur venue en mettant l'accent sur les démarches administratives et d'installation dont la longueur a été souvent critiquée. Mais plusieurs régions, qui souhaiteraient abandonner ce programme jugé coûteux, freinent la migration, notamment celle des demandeurs les plus âgés⁵. Le nombre des « compatriotes » immigrés entre 2006 et 2018 en Russie est estimé

¹ V. Koretskaya-Garmash, « Migrant labour in the Russia economy : A burden or a blessing ? », *R-Economy*, Vol. 2, n° 3, 2016.

² A. Blum, « Russie : des migrations internationales et des politiques migratoires changeantes et complexes », *Diplomatie, Les Grands Dossiers*, n° 31, 2016, pp. 76-78 ; S. Hohmann, « Migrations post-soviétiques en Russie et affirmation de la nation », *Hérodote*, n° 174, 3^e trimestre 2019 (<https://www.herodote.org/spip.php?article898>).

³ S. Hohmann, *Ibid.*

⁴ M. Denisenko, O. Chudinovskikh, « Reasons for non-implementation of the concept of state migration policy of the Russian Federation » (en russe), *Demoscope Weekly*, n° 753-754, 2017 (<http://www.demoscope.ru/weekly/2017/0753/analit01.php>) ; O. Chudinovskikh, « The Russian Federation », *OECD Continuous reporting system on migration, International migration report*, 2018.

⁵ L. Grafova, « Pourquoi le programme public de promotion de la réinstallation des compatriotes se transforme-t-il en résistance aux immigrés ? » (en russe), *Demoscope Weekly*, n° 763-764, 2018, (<http://www.demoscope.ru/weekly/2018/0763/nauka01.php>).

à 745 000. Une grosse moitié d'entre eux (53 %) viennent d'Ukraine (suite à l'annexion de la Crimée et au conflit avec l'Ukraine) ; seul un tiers s'installent dans les régions considérées comme prioritaires (Sibérie et Extrême-Orient), et encore cherchent-ils souvent à rejoindre ensuite la Russie plus occidentale.

L'accent mis sur les étudiants est plus nouveau : le décret présidentiel du 7 mai 2018 prévoit d'au moins doubler le nombre de ceux qui sont étrangers et de s'employer à leur permettre de rester travailler en Russie à la fin de leurs études. La Russie qui accueillait 260 000 étudiants étrangers en 2017, soit quatre fois plus qu'en 2001-2002 (selon le ministère de l'Éducation et de la Science), ambitionne à l'horizon 2025 d'en recevoir plus de 500 000. Actuellement, 75 % d'entre eux viennent des pays de l'ex-URSS, en particulier du Kazakhstan (28 % du total en 2017, soit 66 000 étudiants), d'Ouzbékistan (26 000), du Turkménistan (23 000), d'Ukraine (20 000), de Chine (16 000), du Bélarus, d'Azerbaïdjan et d'Inde (9 000). Ces flux, s'ils sont en progression, restent modérés : les étudiants étrangers ne représentent que 6 % du total des étudiants et les effectifs venant d'autres espaces que l'ex-URSS restent faibles – ceux qui viennent de Chine et d'Inde traduisent un souhait de mobilité étudiante au sein des BRICS.

La dernière catégorie de migration encouragée par la Russie est celle des spécialistes qualifiés. Deux types de permis de travail leur sont destinés (voir l'encadré ci-dessous) : ceux délivrés pour un an, correspondant à une liste de professions approuvée régulièrement par le ministère du Travail (par exemple personnel de santé, techniciens) ; ceux pour spécialistes « très qualifiés » accordés sur le seul critère du salaire garanti par l'employeur (plus de 2 millions de roubles annuellement). Le nombre de ces permis reste très faible (environ 45 000 en 2017). Globalement, sur l'ensemble de la population étrangère et active avec un statut légal, soit 3,6 millions en 2017, une moitié n'avait pas besoin de permis de travail (car ils venaient de l'Union économique eurasiennne ou étaient des « compatriotes »), et l'autorisation officielle dont se prévalaient les autres était dans 92 % des cas une patente.

Les catégories de migrants de travail en Russie

Il existe plusieurs manières d'accéder au marché du travail en Russie. Olga Chudinovskikh en distingue quatre⁶ :

- avec permis de travail accordé pour un an (suivant deux sous-catégories : sans quota pour certaines professions qualifiées figurant sur une liste approuvée par le gouvernement ; par quota pour les autres) ;
- avec permis de travail spécial pour les « très qualifiés », de trois ans, sur critère de revenu attesté par l'employeur, permis permettant également aux membres de la famille de travailler ;
- avec patente : sans quota, pour les personnes n'ayant pas besoin de visa pour entrer en Russie ;
- avec accès libre au marché du travail : principalement ceux qui détiennent un permis de résidence (temporaire ou permanent), les « compatriotes » et les membres de l'Union économique eurasiennne (Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Kirghizstan).

⁶ O. Chudinovskikh, « Statistics on international migration in Russia : The current situation », contribution à la Conférence des statisticiens européens sur les statistiques de migrations, Genève, 24-26 octobre 2018, Unece-Eurostat.

Les effets de la « Conception » de 2018 seront de ce point de vue intéressants à suivre, dans leur dimension qualitative et politique surtout, car quantitativement, les flux migratoires ne devraient pas en être profondément modifiés (et les statistiques exprimées en stocks moins encore), du moins à court et moyen terme.

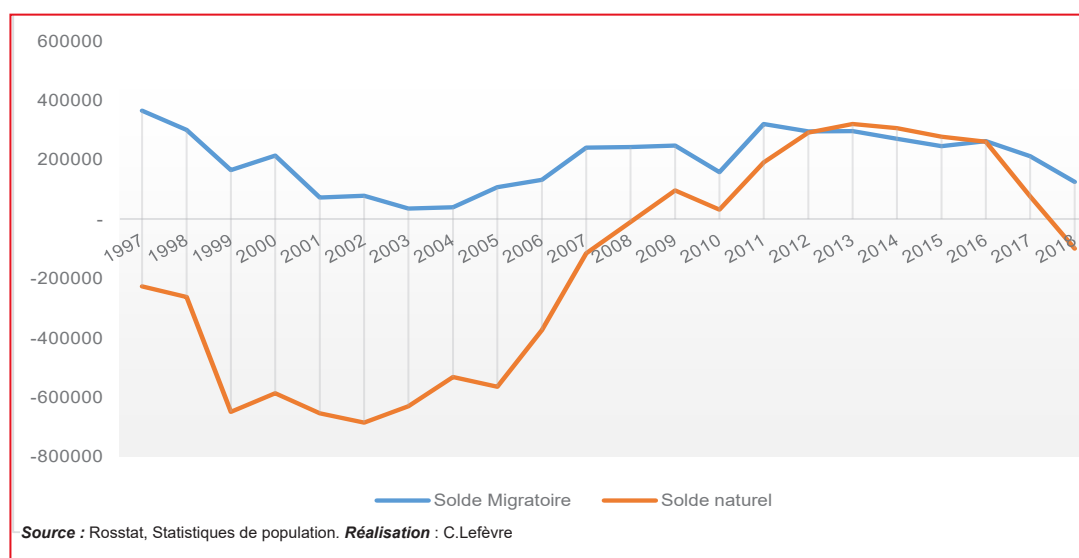
Un paysage migratoire dominé par cinq pays

Depuis la fin de l'URSS, le solde migratoire de la Russie est régulièrement positif, même s'il a connu des variations importantes.

Les années 1990 ont été caractérisées par une forte migration dite « postcoloniale »⁷ à la fois de « rapatriement » et de travail, en provenance des Républiques de l'ex-URSS vers la Russie. De 2001 à 2005, le solde migratoire a été particulièrement faible (bien que positif), au moment même où le nombre des décès était nettement plus élevé que celui des naissances (Figure 3). Cela a conduit d'une part à l'élaboration d'une politique nataliste (à partir de 2006-2007), et à la politique déjà évoquée d'encouragement de l'immigration qui a conduit à une légère croissance et à une stabilisation du solde migratoire (entre 200 000 et 300 000 personnes). Celui-ci a cependant décliné en 2017 et 2018.

En 2018, d'après les données officielles de Rosstat⁸, il y a eu 566 000 arrivées pour 441 000 départs, soit un solde de 125 000 entrées. Mais comme l'indique Olga Chudinovskikh⁹, depuis 2011 les flux sortants sont sans doute surestimés (et corrélativement le nombre

Figure 3
Evolution du solde migratoire et du solde naturel de 1997 à 2018 en Fédération de Russie



⁷ A. Blum, « Russie : des migrations internationales et des politiques migratoires changeantes et complexes », art. cité.

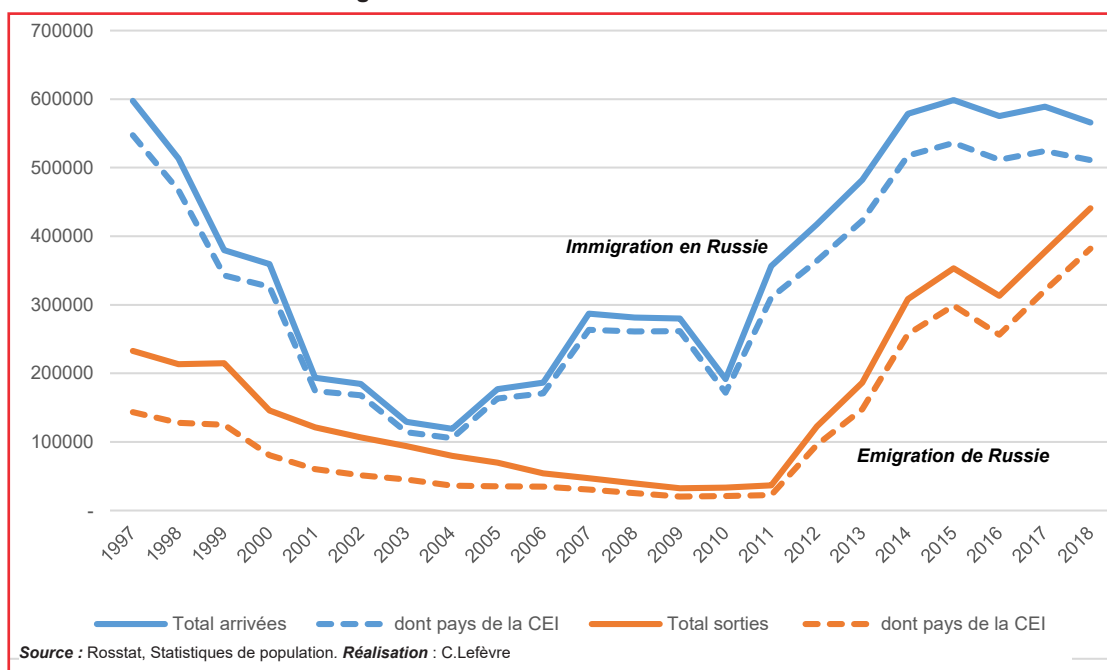
⁸ Les estimations sur l'immigration illégale ou plutôt sur le fait de rester sans autorisation de séjour en Russie sont très variables et de qualité difficile à évaluer.

⁹ O. Chudinovskikh, « Statistics on international migration in Russia... », art. cité.

d'individus qui restent en Russie à l'expiration de leur titre de séjour sous-estimé) du fait de la méthodologie d'enregistrement statistique de l'émigration : depuis cette année-là, un migrant avec permis temporaire est, à l'expiration de celui-ci, automatiquement considéré comme repartant dans son pays de provenance. Et c'est bien depuis 2011 qu'on observe une croissance continue de l'émigration (Figure 4), donnée qu'il faut donc interpréter avec prudence. A plus de 90 %, ces flux résultent de migrations entre pays de la CEI (Figure 4). Les migrations postsoviétiques restent donc très fortement des migrations au sein de l'ex-URSS.

Rapportée à la taille de la Russie, cette immigration demeure modérée mais pour les pays de provenance, notamment d'Asie centrale et du Caucase du Sud, elle est très importante à la fois en termes démographiques (en pourcentage de leur population de jeunes adultes notamment) et économiques (à travers les transferts d'argent).

Figure 4
Evolution des flux migratoires officiels de 1997 à 2018 en Fédération de Russie



Les cinq pays qui contribuent le plus aux flux migratoires avec la Russie sont l'Ukraine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Arménie. Certains flux sont observés de manière structurelle sur le moyen terme : ils concernent les migrations économiques de travailleurs venus d'Asie centrale et dans une moindre mesure du Caucase, en croissance depuis le milieu des années 2000. D'autres correspondent à des changements plus politiques ou conjoncturels : ainsi les flux en provenance du Kazakhstan ont été particulièrement forts lors des années 1990 et au début des années 2000 du fait du retour de nombreux Russes installés au Kazakhstan. Et la croissance importante des arrivées en provenance d'Ukraine est liée aux conflits qui ont éclaté entre la Russie et ce pays en 2014. L'examen des flux entrants et sortants (Figure 4) montre que l'apparente stabilité puis la légère décroissance du solde migratoire observées depuis le début des années 2010 correspond en fait à une forte croissance à la fois de

l'immigration (de 2010 à 2015) et de l'émigration (qui augmente, elle, tout au long de la période). Cela correspond tant à des migrations saisonnières caractérisées par des entrées et des sorties toutes deux importantes (comme avec l'Arménie) que, récemment, à une croissance des « retours » vers l'Ukraine notamment (voir Figures 5, 6, 7).

Figure 5
Solde migratoire du point de vue de la Russie avec les 5 principaux pays contributeurs

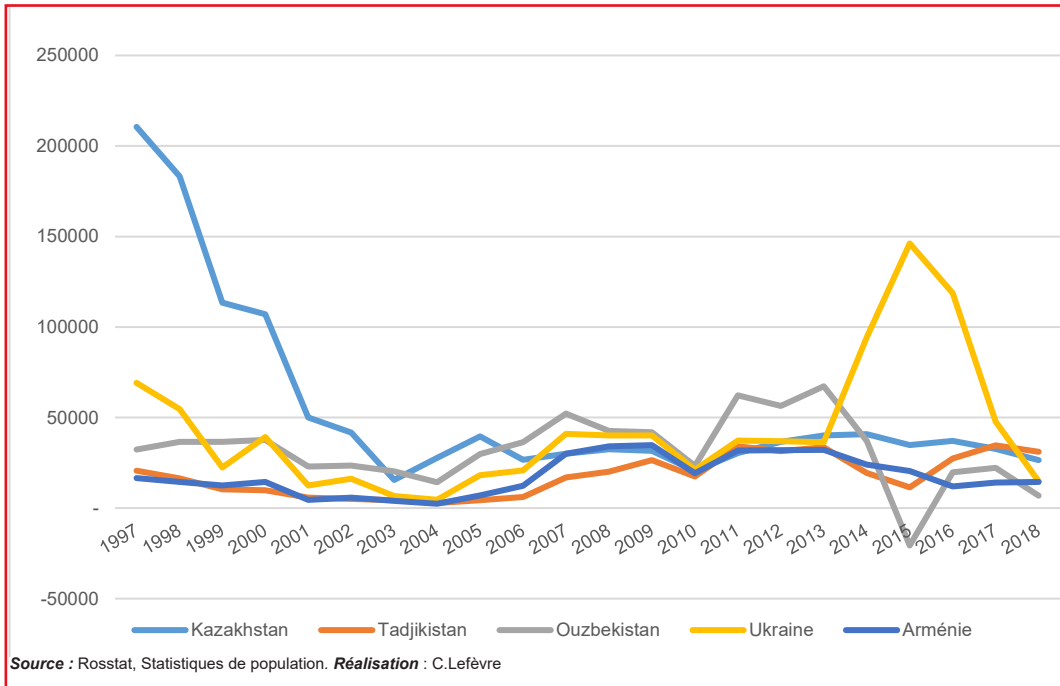


Figure 6
Flux entrants en Russie en provenance des 4 premiers pays contributeurs

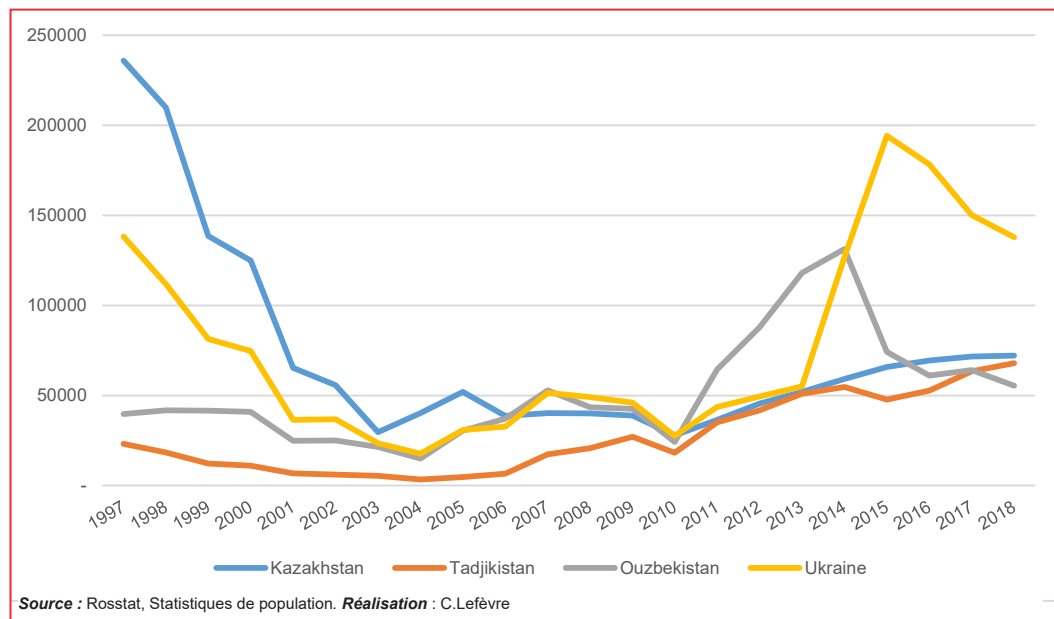
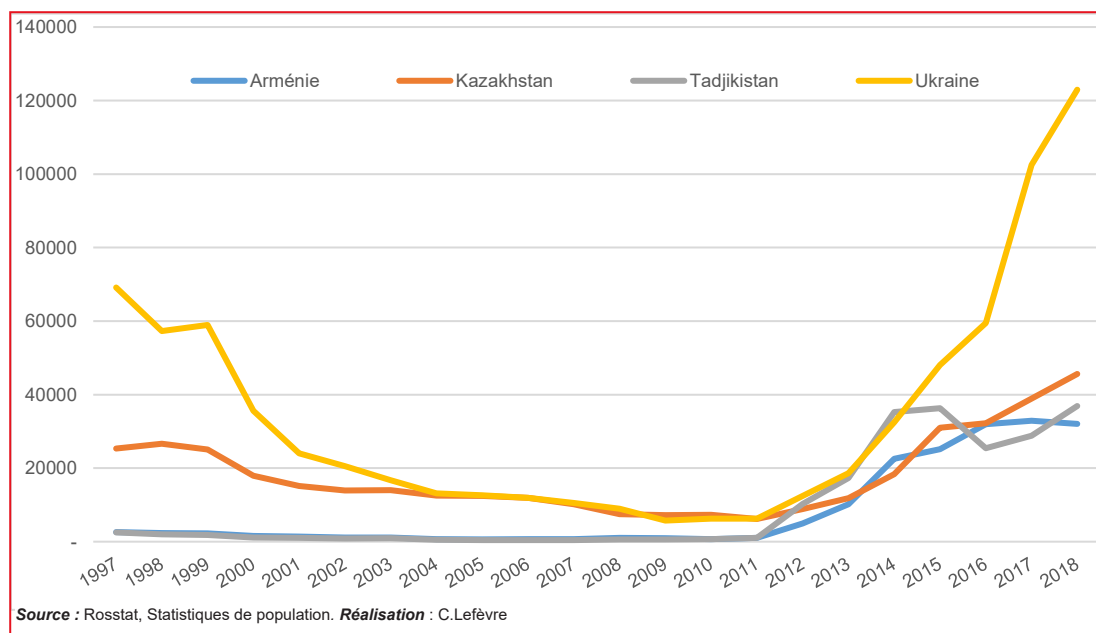


Figure 7
Flux sortants de Russie vers l'Arménie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ukraine



Vers une redéfinition des liens russo-chinois

Hors Ukraine, les migrations au sein de l'espace eurasiatique sont donc nettement polarisées par les flux entre la Russie et les pays d'Asie centrale. Or ce dernier espace géographique est aussi, depuis le lancement en 2013 des routes de la soie (Belt and Road Initiative), l'objet de projets chinois d'implantation d'infrastructures mais aussi de certaines catégories de population. Yelena Sadovskaya et Lea Utyasheva insistent sur le fait que l'initiative chinoise, si elle a avant tout des ambitions économiques, a aussi pour objectif de développer les échanges de personnes et de populations, en particulier avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, pays limitrophes de la région chinoise du Xinjiang¹⁰. Des mouvements existent depuis déjà longtemps : ceux liés aux petits commerces de part et d'autre de la frontière qui se sont beaucoup développés dans les années 1990 ; et ceux issus de la présence de minorités ethniques (communautés ouïgoures au Kazakhstan et au Kirghizstan, tadjikes en Chine). D'autres sont apparus : une migration de travail de Chinois qualifiés vers ces trois pays, en particulier vers le Kazakhstan, liée à l'implantation d'entreprises chinoises dans ces régions, et une mobilité étudiante et académique (voire touristique) entre les pays d'Asie centrale, la Russie et la Chine, avec l'établissement d'instituts Confucius pour promouvoir langues et culture chinoises.

¹⁰ Y. Sadovskaya et L. Utyasheva, « "Human silk road" : The people to people aspect of the Belt and Road Initiative », in M. Laruelle (dir.), *China's Belt and Road Initiative and its Impact in Central Asia*, Washington DC, The George Washington University, Central Asia Program, 2018.

La Russie s'est d'abord montrée méfiante envers le projet des routes de la soie, considéré comme concurrent de l'Union économique eurasiennne. Assez rapidement, après l'établissement des sanctions occidentales qui ont suivi la crise ukrainienne, elle a décidé de le soutenir, y compris en Asie Centrale¹¹. Elle prône désormais le rapprochement de ces deux initiatives (BRI et UEE) dans le cadre de sa politique de pivot vers l'est (*povorot na Vostok*)

Les liens migratoires entre la Chine et la Russie se développent aussi du côté des trois mille kilomètres de frontière chinoise avec l'Extrême-Orient russe (EOR). Dans les années 1990, de nombreux migrants chinois sont arrivés dans l'EOR, souvent pour des mouvements pendulaires liés au petit commerce, mais aussi dans le cadre d'une migration d'installation, parfois enregistrée, parfois non. La plupart étaient originaires des trois provinces du nord-est de la Chine (Liaoning, Heilongjiang et Jilin), dont la population globale était estimée en 2016 à 110 millions d'habitants, contrastant avec celle de l'EOR d'environ 6 millions, en décroissance. Les différences de densité de part et d'autre de la frontière sont donc particulièrement marquées. Si les flux actuels officiellement enregistrés sont très faibles (de l'ordre de 7 000 en 2018 selon Rosstat), en « stock », il y aurait plus de 500 000 Chinois installés en Extrême-Orient, ce qui vu de Chine reste modéré, mais joue un rôle très important dans bon nombre de localités russes d'EOR. En Asie centrale comme en Extrême-Orient russe, on est donc loin du « déferlement » ou de « l'exode massif » (comme le titraient certains journaux russes) de Chinois vers l'espace eurasiennne, mais ce flux migratoire modéré s'inscrit dans des enjeux plus globaux de recherche d'influence économique et culturelle croissante de la part de la Chine et de redéfinition des relations sino-russes. L'élément démographique dans la mise en œuvre des nouveaux équilibres à l'Est n'est donc pas à négliger.

¹¹ O. Alexeeva, « Le projet BRI, un atout géopolitique pour la Russie dans sa relation complexe avec la Chine ? », Conseil québécois d'études géopolitiques, Université Laval, 2019 (<https://cqegehiulaval.com/le-projet-bri-un-atout-geopolitique-pour-la-russie-dans-sa-relation-complexe-avec-la-chine/>).

Pour citer ce chapitre : Cécile Lefèvre, « Les migrations dans l'espace eurasiennne : mobilités de main-d'œuvre et stratégies géopolitiques », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, février 2020 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].